

Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France

Dans sa lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France adressée le 4 mai 2015 au Président de la République, au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée nationale, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France estime que « l'économie française va mieux » mais que « fondamentalement, (elle) ne va pas assez bien ». Il explique que « la croissance potentielle reste anormalement faible et la croissance effective insuffisante pour ramener l'économie à un niveau plus proche du plein emploi » et plaide pour une accélération des réformes dans un contexte conjoncturel favorable, dû notamment à la baisse des prix du pétrole et la dépréciation de l'euro favorable : « La baisse des prix du pétrole, qui soutient le pouvoir d'achat, et la dépréciation de l'euro, qui favorise les exportations, pourraient apporter un demi-point de croissance sur chacune des années 2015 et 2016 ». Christian Noyer souligne aussi qu'« à près de 57 % du PIB, les dépenses publiques françaises sont désormais les plus élevées de tous les grands pays développés ». Des « transformations profondes sont nécessaires dans la conception et la mise en œuvre des politiques, voire des institutions publiques ». Et de citer en exemple « la situation des régimes de retraite » qu'il convient de mettre à l'équilibre afin que cette « dette sociale » ne soit pas « transférée aux générations futures », ou bien la réforme territoriale qui par un « empilement de structures (...) nuit à l'efficacité et à la responsabilité de l'action publique et engendre des surcoûts ». Il constate par ailleurs « un coût du travail trop dynamique » qui conduit « à la dégradation de la compétitivité hors coûts » et appelle à une remise à plat des règles de revalorisation du Smic. Le gouverneur souligne également que le mécanisme de diffusion de la baisse des taux est en partie entravé, en France, par la rigidité des taux de l'épargne réglementée, dont le niveau élevé constitue une anomalie unique dans la zone euro. « La réticence à les ajuster équivaut à contrarier les effets positifs de la politique monétaire », estime-t-il.

Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/rapport-annuel-2014/Rapport-annuel-2014-lettre-introductive-version-fr.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3% en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 11,7% de mars 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8% en mars 2015, stable par rapport à février 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,4% de mars 2014. Eurostat estime qu'en mars 2015, 23,748 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,105 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 75 000 dans l'UE28 et de 36 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2014, le chômage a baissé de 1,523 million de personnes dans l'UE28 et de 679 000 dans la zone euro. Parmi les États de l'UE28, le taux de chômage le plus faible en mars 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7%), et les plus élevés en Grèce (25,7% en janvier 2015) et en Espagne (23,0%).

Banque de France

1 - Surendettement

Le nombre de saisines des commissions de surendettement a diminué de 7,7% au premier trimestre 2015 par rapport aux trois premiers mois 2014 (57 869 dossiers contre 62 706 dossiers) selon la Banque de France.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/2015-03-statistiques-surendettement.pdf

2 - Rue de la Banque N°6 de mai 2015 - Inflation basse en zone euro : rôle des prix d'imports et de l'atonie économique

L'inflation du prix des biens à la consommation en zone euro a diminué continuellement depuis 2012. Fin 2014, elle était proche de zéro, bien en dessous du niveau de 2% correspondant à l'objectif de moyen terme de l'Eurosystème. Cette évolution s'est produite en même temps qu'une forte décélération du prix des biens importés et qu'un ralentissement de l'activité économique susceptible de peser sur les prix intérieurs. Cette lettre étudie l'influence sur l'inflation de ces deux facteurs, prix d'importation et activité économique, afin de quantifier leurs contributions respectives.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB_06.pdf

Actualités législatives

Décret n° 2015-460 du 22 avril 2015 relatif à la remise de la fiche standardisée d'information mentionnée à l'article L. 312-6-2 du code de la consommation

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=B3D96AC9CC3A39BEB1E2E0F8547BFE4D.tpdila16v_1?cidTexte=JORFTEXT000030515984&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030515799

Arrêté du 29 avril 2015 précisant le format et le contenu de la fiche standardisée d'information relative à l'assurance ayant pour objet le remboursement d'un prêt

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=9BE89551CCFCA7438C4C5B27101FE07C.tpdila17v_1?cidTexte=JORFTEXT000030555752&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000030555659

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : synthèse économique de l'année 2014

L'IEDOM a publié la synthèse de l'évolution économique de la Martinique pour l'année 2014. La publication est disponible gratuitement sur [le site Internet de l'agence de la Martinique](#).

Après une année 2013 en repli, l'économie martiniquaise semble montrer quelques signes d'amélioration en 2014. Cette évolution est toutefois contrariée en fin d'année. Au niveau sectoriel, l'agriculture et l'agroalimentaire enregistrent des résultats mitigés. L'absence de projets d'envergure laisse augurer des difficultés dans les secteurs du BTP et de l'industrie. L'activité commerciale se dégrade en fin d'année. Dans le secteur du tourisme, la croisière enregistre un regain de dynamisme, contrairement à l'hôtellerie qui tend à se détériorer.

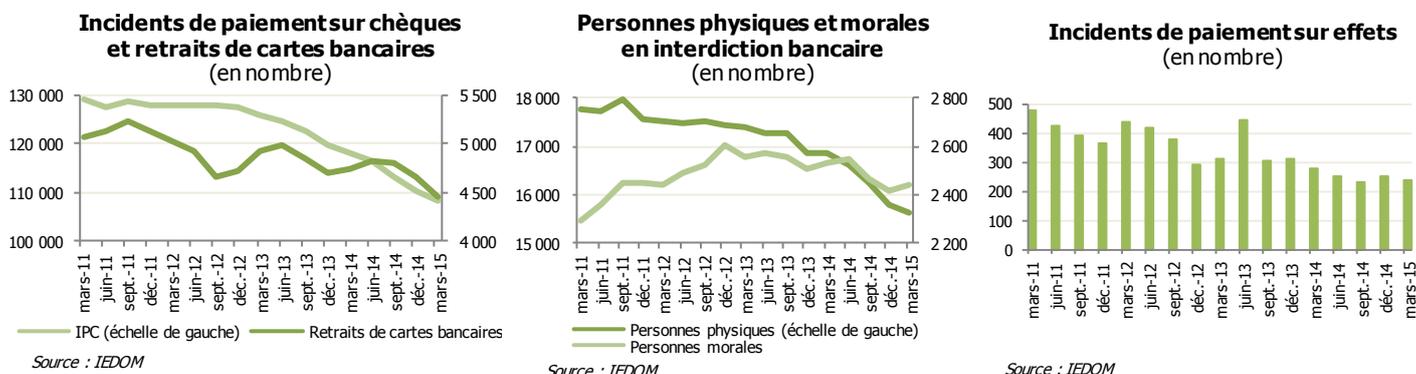
Publication : le tourisme Outre-mer, une mutation nécessaire

L'IEDOM a publié une note dressant un état des lieux du secteur du tourisme dans les DOM. La publication est disponible gratuitement sur [son site Internet](#). Cette étude transverse clôture une série de publications sur le thème du tourisme dans chaque géographie. Pour mémoire, la note consacrée au tourisme à la Martinique est disponible gratuitement sur [le site Internet de l'agence de Fort-de-France](#).

Indicateurs de vulnérabilité : légère amélioration au 1^{er} trimestre 2015

Les indicateurs témoignent d'une moindre vulnérabilité des agents économiques au 1^{er} trimestre 2015. Seul le nombre de personnes morales en interdiction bancaire progresse sur le trimestre de 1,1 %, à 2 439 (-3,6 % sur un an), alors que le nombre d'incidents de paiement sur effets régresse de 3,2 %, à 240 (-13,4 % sur un an).

Les retraits de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèques continuent de baisser, respectivement de -4,5 %, à 4 460 (-6,1 % sur un an) et de -1,9 %, à 108 139 (-8,5 % sur un an). Pour sa part, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en recul de 0,9 %, à 15 625 (-7,3 % sur un an).



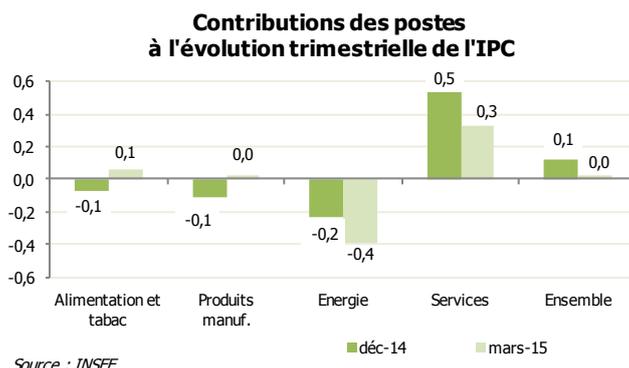
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Prix : inflation nulle au 1^{er} trimestre 2015

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'établit à 131,0 au 1^{er} trimestre 2015. L'inflation est nulle sur le trimestre (0,0 %) et quasi-nulle sur un an (+0,1 %).

La stagnation de l'IPC au 1^{er} trimestre tient pour l'essentiel à la baisse des prix de l'énergie (-0,4 point) et à la moindre hausse des prix des services (+0,3 point).

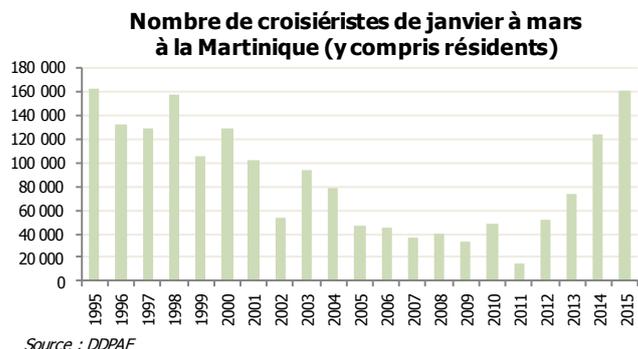
Au niveau national, l'IPC suit une évolution comparable sur le trimestre (+0,3 %) et sur un an (0,0 %). En revanche, on observe une déflation en Guadeloupe et en Guyane sur le trimestre (respectivement -0,1 % et -0,5 %) et sur un an (respectivement -0,2 % et -0,3 %).



Croisière : très bons résultats au 1^{er} trimestre 2015

Au 1^{er} trimestre 2015, le nombre de croisiéristes est de 160 107, résidents compris. Si la tendance se poursuit, en fin d'année, la Martinique pourrait renouer avec un niveau de croisiéristes proche de celui des années 90.

Selon le Comité martiniquais du tourisme, les dépenses des croisiéristes représentent une très faible part des dépenses de l'ensemble des touristes. Ainsi, en 2014, les dépenses à terre s'élèvent à 2,1 millions d'euros, soit 0,7 % de l'ensemble des dépenses touristiques, pour une dépense moyenne de 12 euros par croisiériste.



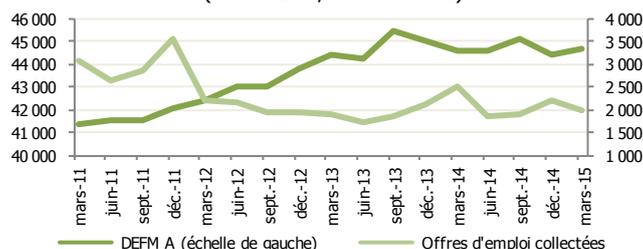
Emploi : dégradation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2015

Au 1^{er} trimestre 2015, le marché de l'emploi demeure mal orienté avec 57 784 demandeurs d'emploi recensés par Pôle emploi (CVS, +0,1 % sur le trimestre et +0,7 % sur un an). Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en hausse sur le trimestre (+0,7 %) et stagne sur un an (-0,1 %), à un niveau toujours élevé (44 727, CVS).

Parallèlement, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi reculent de manière semblable sur le trimestre et sur un an (respectivement -10,1 % et -20,9 %, CVS) et restent très en deçà de la demande d'emploi à satisfaire.

Au final, l'écart entre la demande et l'offre d'emploi est orienté à la hausse sur le trimestre et sur un an (respectivement +0,5 % et +1,7 %, CVS).

Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées
(en nombre, données CVS)



Sources : Dieccte, Pôle emploi

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Hôtellerie : performances sensiblement inférieures à celles des voisins

Dans l'hôtellerie, les écarts de performances constatés entre la Martinique et les destinations voisines continuent de s'accroître.

Le taux d'occupation moyen est sensiblement inférieur, de même que le chiffre d'affaires par chambre louée, ce qui aboutit, en 2014, à un chiffre d'affaires par chambre disponible de 49 euros, soit moitié moins que la moyenne régionale.

Ces éléments sont corroborés par l'étude que KPMG consacre à l'hôtellerie française en 2014, qui met en exergue une rentabilité plus faible dans les départements d'Outre-mer que dans l'Hexagone, en lien notamment avec une masse salariale importante et une productivité du travail inférieure.

Le CMT a lancé un appel d'offre le 30 mars 2015 pour une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place du Schéma directeur du développement hôtelier et para-hôtelier de la Martinique.

Indicateurs de performance	2013	2014
Taux d'occupation moyen des hôtels		
Caraïbe	67%	68%
Martinique	54%	52%
Chiffre d'affaires moyen par chambre louée		
Caraïbe	140 €	147 €
Martinique	94 €	94 €
Chiffre d'affaires moyen par chambre disponible		
Caraïbe	94 €	100 €
Martinique	51 €	49 €

Sources : CTO, ZILEA

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mars 2015	131,0	+0,5 %	+0,1 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mars 2015	44 106	-0,8 %	-0,8 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- février 2015	22 899	+0,8 %	+4,1 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- mars 2015	43 171	+3,0 %	+0,9 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- février 2015	162,9	-22,0 %	-2,9 %
	Hors produits pétroliers		143,5	-10,8 %	+0,6 %
	Exportations (millions d'euros)	- février 2015	32,9	-10,4 %	-23,0 %
	Hors produits pétroliers		12,2	-2,9 %	-15,2 %
	Taux de couverture mensuel	- février 2015	20,2 %		-1,0 pt
	Hors produits pétroliers		8,5 %		-0,5 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- mars 2015	45,5	+0,5 %	-1,4 %
		- cumul annuel	135,5		+1,1 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mars 2015	15 625	-2,3 %	-7,3 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- mars 2015	2 439	+0,3 %	-3,6 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- mars 2015	152 613	-3,1 %	-6,9 %
		- cumul annuel	459 335		-3,6 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- avril 2015	29 942	-44,5 %	+194,1 %
		- cumul annuel	190 049		+41,5 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mars 2015	16 236	+21,7 %	+9,1 %
		- cumul annuel	43 556		+0,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars 2015	988	+43,0 %	+40,3 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars 2015	177	+41,6 %	+31,1 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		3 065		+15,4 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)				
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	4,06%	1,00%	1,00%	1,50%	2,00%
Autres cas :	0,93%				0,75%

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0860%	0,0640%	0,0500%	-0,0270%	-0,0400%	-0,0050%	0,0640%	0,1710%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

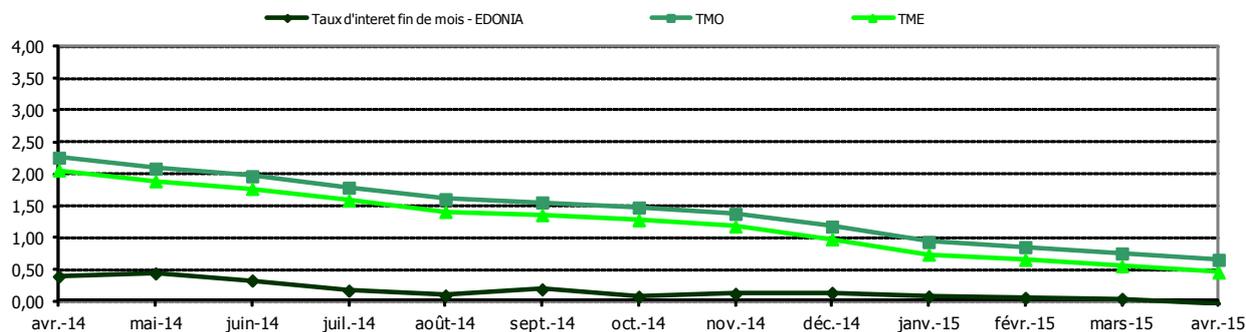
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
0,74%	0,66%	0,56%	0,46%	0,94%	0,86%	0,76%	0,66%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts-relais	4,73%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Autres prêts		Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,04%	Découverts en compte	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

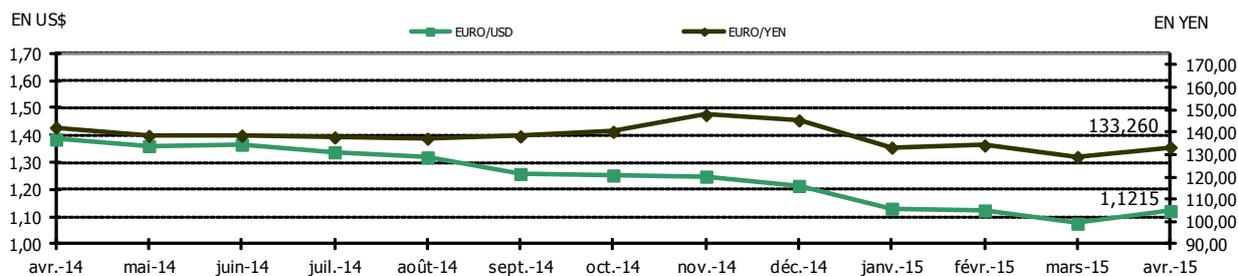
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1215	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,2413	EURO/SRD (Surinam)	3,7006
EURO/JPY (Japon)	133,2600	EURO/BWP (Botswana)	10,9727	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0073
EURO/CAD (Canada)	1,3480	EURO/SCR (Seychelles)	15,2690	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,5049
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7267	EURO/MUR (Maurice)	38,6881	EURO/BBD (La Barbade)	2,2417
EURO/SGD (Singapour)	1,4815	EURO/BRL (Brésil)	3,3232	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,1178
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6925	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,0559	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3391,081	EURO/XCD (Dominique)	3,0278	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE - Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1, bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 97206 Fort-de-France Cedex

Achevé d'imprimer le 13 mai 2015 - Dépôt légal : mai 2015 - ISSN 1240-3822